

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 24/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

VERALLIA FRANCE SAS

Tour Carpe Diem - Place des Corolles
Esplanade Nord
92400 Courbevoie

Références : 81-CRARC-2023-36
Code AIOT : 0006802238

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2023 dans l'établissement VERALLIA FRANCE SAS implanté ZI de Saint-Juéry 9 rue François Arago 81000 Albi. L'inspection a été annoncée le 10/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE SAS
- ZI de Saint-Juéry 9 rue François Arago 81000 Albi
- Code AIOT : 0006802238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VERALLIA exploite sur le site de la zone industrielle d'Albi – Saint-Juéry une verrerie historique fabriquant des bouteilles de verre pour le marché de l'emballage alimentaire (vins et spiritueux notamment).

De fin septembre jusqu'à mi mars, au vu du contexte crise énergétique, la société a dû adapter son mix énergétique pour ses deux fours (four 1 - extra blanc, four 2 - teinte cannelle).

Les fours ont fait l'objet d'une réfection totale en 2016 (Four 1) et en 2017 (Four 2).

Les rejets atmosphériques des fours et des points de traitement du verre sont traités par un électrofiltre puis rejetés sans distinction via les deux cheminées de rejet.

Les 2 cheminées sont équipées d'instruments de mesure, l'acquisition est réalisée sur une seule des deux cheminées, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du site.

3 chaudières sont recensées sur le site (sans lien avec le process industriel) :

- une chaudière Loos de 400 kW
- une chaudière Wanson (chaudière 1) de 1,74 MW
- une chaudière Wanson (chaudière 2) de 0,81 MW

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale sur les rejets atmosphériques (dont mesure en continu)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Emissions canalisées des fours	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.3.1.	/	Sans objet
11	Surveillance par organisme agréé	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.4.	/	Sans objet
18	Efficacité énergétique	Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-36	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emissions canalisées des fours	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 2.3.a	/	Sans objet
2	Emissions canalisées des fours	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 2.3.b	/	Sans objet
3	Emissions canalisées des fours	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 2.3.c	/	Sans objet
4	Emissions des chaudières	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 2.4	/	Sans objet
5	Emissions canalisées des fours	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25	/	Sans objet
6	Emissions canalisées des fours	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Emissions canalisées des fours	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.3.1.	/	Sans objet
9	Emissions des chaudières	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.3.2	/	Sans objet
10	Mesure en continu	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.4.	/	Sans objet
12	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.4.	/	Sans objet
13	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 42	/	Sans objet
14	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	/	Sans objet
15	Efficacité énergétique	Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-31	/	Sans objet
16	Efficacité énergétique	Code de l'environnement du 30/07/2020, article R. 224-35	/	Sans objet
17	Rapport de contrôle de l'efficacité énergétique	Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-32	/	Sans objet
19	Registre MCP	Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté :
16 points de contrôle conformes à la réglementation applicable
3 points de contrôle non conformes, en lien avec l'arrêté préfectoral de 2015 et le code de l'environnement.

Des justificatifs de conformité sont attendus sous un mois.
Lors de la réunion de clôture, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions canalisées des fours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 2.3.a
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La prescription impose une teneur de référence en O ₂ de 8 % et fixe, pour une VLE pour une liste de polluants identifiés (concentration pour les cheminées 1 et 2) poussières : 20 mg/Nm ³ –(cheminée 1 et 2) NO _x : 600 mg/Nm ³ HF : 5 mg/Nm ³ HCl : 20 mg/Nm ³ Somme métaux (As, Se, Co, Ni, Cd, CrVI et composés) : 1 mg/Nm ³ Somme métaux (As, Se, Co, Ni, Cd, Sb, Cr total, Cu, Sn, Mn, V et composés) : 5 mg/Nm ³ CO : 100 mg/Nm ³ Pb et composés : 1 mg/Nm ³ H ₂ S : 5 mg/Nm ³ Amines (en azote) : 5 mg/Nm ³ Somme phénols + formaldéhyde : 20 mg/Nm ³ COV _{tot} (en éq C, teneur O ₂ en fonction de la source) : 20 mg/Nm ³ HAP : 1 mg/Nm ³
Constats : La consultation des rapports 2022 de l'organisme agréé montre que la concentration de l'ensemble des paramètres est mesurée dans les conditions de référence réglementaires et que les valeurs limites sont respectées. La consultation des bilans mensuels d'autosurveillance, pour les mois de décembre 2022 à février 2023, et pour les paramètres NO _x et poussières, montre le respect global des valeurs limite en concentration. Quelques dépassements sont relevés, conséquences logiques des opérations de nettoyage, de maintenance ou d'étalonnage équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions canalisées des fours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 2.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Paramètres dépendants des combustibles et matières premières (Cas général / lorsque taux calcin > 40 % pour four 1 et lorsque les poussières de filtres et autres déchets sont recyclés dans les 2 fours) SOx (en SO₂) : Gaz Nat : 300 mg/Nm³ (500) Combustible liquide : 900 mg/Nm³ (1 200) Mixte (GN/FOL : GN>90%) : 300 mg/Nm³ (500) Mixte (GN/FOL : GN>75%) : 450 mg/Nm³ (750) Mixte (GN/FOL : GN>50%) : 600 mg/Nm³ (1000) Mixte (GN/FOL : GN>25%) : 900 mg/Nm³ (1200) Mixte (GN/FOL : GN<25%) : 900 mg/Nm³ (1200) Cd, Hg et Tl : 0,05 mg/Nm³ par métal et 0,1 mg/Nm³ pour la somme (idem cas 1 ou 2)</p>
<p>Constats : La consultation des rapports 2022 de l'organisme agréé (juin et décembre) montre que la concentration de l'ensemble des paramètres est mesurée dans les conditions de référence réglementaires, et que les valeurs limites sont respectées, à l'exception d'un dépassement en SO₂ après analyse par barbotage (au 21 juin). Ce dépassement est traité dans un autre point de contrôle ci-dessous (article 3.4). La consultation des bilans mensuels d'autosurveillance, pour les mois de décembre 2022 à février 2023, et pour le paramètre SO₂, montre le respect global des valeurs limite en concentration. Quelques dépassements sont relevés, conséquences logiques des opérations de nettoyage, de maintenance ou d'étalonnage équipements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Emissions canalisées des fours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 2.3.c
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Flux spécifique Calcul flux selon formule à partir d'une production journalière</p> <p>VLE en flux spécifique Calcul selon formule incluant la VLE en concentration</p>
<p>Constats : La consultation des rapports 2022 de l'organisme agréé (juin et décembre) montre que les valeurs limites sont respectées, à l'exception d'un dépassement en SO₂ après analyse par barbotage (au 21 juin). Ce dépassement est traité dans un autre point de contrôle ci-dessous (article 3.4). La consultation des bilans mensuels d'autosurveillance, pour les mois de décembre 2022 à février 2023, montre le respect global des valeurs limite en flux. Quelques dépassements sont relevés, conséquences logiques des opérations de nettoyage, de maintenance ou d'étalonnage équipements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Emissions des chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La prescription impose les conditions de référence et une VLE par polluant : SO ₂ : 35 mg/Nm ³ NO _x : 150 mg/Nm ³ Poussières : 5 mg/Nm ³
Constats : La consultation des deux derniers rapports de mesure des rejets atmosphériques des 3 chaudières (2021 et 2023) montre le respect des valeurs limites réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Emissions canalisées des fours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les unités de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'IIC.
Constats : La consultation des procédures de démarrage électrofiltre suite à maintenance, des prescriptions pour intervention / opération de maintenance sur l'électrofiltre n'amène pas de remarques particulières de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Emissions canalisées des fours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilités systèmes de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration ...), pendant laquelle les valeurs limites de rejet atmosphériques pourraient être dépassés, ne doit pas excéder 250 h par an [...] L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité
Constats : La consultation de la fiche réflexe by-pass ESP pour respecter les 250 h réglementaires n'amène pas de remarques particulières de l'inspection des installations classées. La consultation des données sur la durée cumulée d'indisponibilité de l'électrofiltre en 2021 et 2022 montre le respect de la valeur limite associée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Emissions canalisées des fours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance (mesure en continu)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La prescription impose une mesure en continu pour les paramètres suivants : débit, T, O2</p> <p>Puis, sur une des deux cheminées : poussières, SOx et NOx</p>
<p>Constats : Pour rappel, les conditions de référence sont les conditions normalisées de température et de pression, après déduction de la vapeur d'eau, et à une teneur en oxygène de 8 %.</p> <p>La consultation des certificats QAL1 des appareils de mesure en continu montre que les paramètres concernés sont mesurés en continu.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si seul le NO est mesuré, ou si les paramètres NO et NO2 sont mesurés. Si seul le NO est mesuré, l'exploitant devra préciser et justifier le coefficient de proportionnalité appliqué pour intégrer la part de NO2 dans les fumées.</p> <p>De même, une incertitude demeure sur la mesure en continu de l'humidité. Le cas non-échéant, l'exploitant devra justifier la valeur arbitraire retenue.</p> <p>De nouveaux appareils de mesure en continu ont été mis en place en septembre 2022. Le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de l'organisme agréé ayant réalisé le QAL2, reçu la veille de l'inspection.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le justificatif d'intégration des coefficients des droites d'étalonnage dans l'automate de supervision des rejets atmosphériques.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Emissions canalisées des fours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par organisme agréé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La prescription impose une fréquence de réalisation des mesures par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité Français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Fréquence semestrielle pour : débit, T, O2 puis, sur une des deux cheminées : poussières, SOx, NOx,, CO, HCl, HF, métaux (3 sommes), Pb et composés</p> <p>Fréquence annuelle pour COVtot, HAP, H2S, amine et somme phénols et formaldéhyde</p>
<p>Constats : La consultation des rapports 2022 de l'organisme agréé (juin et décembre) montre que les fréquences sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Emissions des chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère par l'ensemble des chaudières selon les méthodes normalisées en vigueur. La mesure des oxydes de soufre et des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du fioul domestique.
Constats : La consultation des deux derniers rapports de l'organisme agréé (2021 et 2023), intervenant pour la mesure des concentrations dans les rejets atmosphériques des 3 chaudières du site, montre que les fréquences sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure fonctionnant en continu sont vérifiés à intervalles réguliers. La mesure des poussières est effectuée par opacimétrie selon la norme NF X 44-052. Les instruments de mesure des émissions, de la température, de l'humidité, des concentrations de poussières, d'oxyde d'azote, d'oxyde de soufre et d'oxygène font l'objet d'un calibrage à intervalles réguliers, par exemple en utilisant des gaz étalons sur le site et d'un examen de leur fonctionnement [...]
Constats : La mesure des poussières est réalisée par opacimétrie. Un calibrage par gaz étalon est effectué sur les appareils de mesure en continu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Surveillance par organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les résultats des mesures périodiques des émissions, réalisées dans le cadre des contrôles externes, sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, accompagnés d'une comparaison avec l'autosurveillance, pour les paramètres faisant l'objet d'une telle mesure.</p> <p>Les écarts entre les résultats du contrôle externe et de l'autosurveillance font l'objet de commentaires explicitant les causes et les actions correctives.</p> <p>Les écarts entre les contrôles externes et les VLE applicables font l'objet de commentaires explicitant les causes et les actions correctives [...]</p>
<p>Constats : L'organisme intervenant pour réaliser les mesures dans les rejets atmosphériques est agréé pour réaliser les prélèvements sur les paramètres concernés. Il sous-traite les analyses à trois laboratoires qui sont agréés pour réaliser ces analyses.</p> <p>Le nombre et la durée des prélèvements sont conformes aux exigences réglementaires. Les rapports précisent les conditions de fonctionnement des installations au moment des prélèvements. Les blancs de site sont conformes.</p> <p>Le rapport de l'organisme agréé de juin 2022 montre un dépassement des valeurs limites en concentration et en flux spécifique pour le paramètre SO₂. Le bilan mensuel de son autosurveillance en juin 2022 ne révèle pas de dépassement de valeur limite ce jour-là. L'exploitant n'a pas fait d'analyse de l'écart observé, et n'a donc pas transmis de commentaire sur cet écart.</p> <p>En salle le jour de l'inspection, une comparaison a été réalisée sur les 3 valeurs de concentration de ce paramètre obtenues par l'organisme agréé (3 essais réalisés) et les 3 valeurs de l'autosurveillance au même moment.</p> <p>Les valeurs (mg/Nm³) sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • organisme agréé : 382 – 466 – 399 • autosurveillance : 232 – 269 – 259 <p>Une analyse est attendue de la part de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les résultats des mesures des émissions, réalisées dans le cadre de l'autosurveillance sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, si besoin accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats : L'exploitant respecte la fréquence de transmission de son autosurveillance. La consultation des bilans mensuels d'autosurveillance de décembre 2022 à février 2023 montre que chaque dépassement fait l'objet de commentaire sur leur cause. Aucune action corrective n'était nécessaire sur ces dépassements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation de l'efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant démontre la capacité de son installation à limiter, autant que faire se peut, ses rejets de gaz à effet de serre. Il fournit notamment des éléments sur [...] l'optimisation de l'efficacité énergétique
Constats : En salle le jour de l'inspection, l'exploitant a détaillé l'ensemble des mesures déjà prises et celles en cours visant à optimiser l'efficacité énergétique de son installation (de la conception de l'installation, de son suivi / entretien, de la maîtrise du process et du développement de techniques innovantes).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement [de puissance nominale supérieure à 1 MW, hors chaudière de récupération] fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé
Constats : La consultation des deux derniers rapports de contrôle d'efficacité énergétique de la chaudière 1 montre le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-31
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 [de puissance nominale supérieure à 400 kW] fait réaliser un contrôle périodique de l'efficacité énergétique [...]
Constats : La consultation des deux derniers rapports de contrôle d'efficacité énergétique des chaudières 2 et Loos montre le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2020, article R. 224-35
Thème(s) : Risques chroniques, Périodicité du contrôle de l'efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La période entre deux contrôles ne doit pas excéder deux ans pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure ou égale à 5 MW, et trois ans pour les autres. Les chaudières neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un
Constats : La consultation des deux derniers rapports de contrôle d'efficacité énergétique des 3 chaudières (contrôles en dates de 2021 et 2023) montre le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Rapport de contrôle de l'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-32
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du rapport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le contrôle périodique [...] comporte [...] : Le calcul du rendement caractéristique de la chaudière et le contrôle de la conformité de ce rendement [...] La vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique situées dans le local où se trouve la chaudière [...]
Constats : La consultation des rapports de contrôle d'efficacité énergétique des chaudières montre le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-36
Thème(s) : Risques chroniques, Rendement de la chaudière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque la chaudière contrôlée n'est pas conforme [...], l'exploitant [...] est tenu de prendre les mesures nécessaires pour y remédier dans un délai de 3 mois à compter de la réception du rapport de contrôle.
Constats : La consultation des deux derniers rapports de contrôle d'efficacité énergétique de la chaudière 1 (janvier 2021 et février 2023) révèle à chaque fois un rendement non conforme. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier si des mesures de remédiation ont été prises en 2021, et quelles mesures vont être prises rapidement cette année.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114
Thème(s) : Risques chroniques, Echéance de déclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La prescription impose la communication d'informations précises au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance inférieure à 5MW mises en service avant le 20 décembre 2018
Constats : Le point de contrôle sert ici de rappel de l'échéance. L'exploitant peut dès maintenant réaliser cette déclaration. A ce jour, l'exploitant est en conformité vis-à-vis de l'échéance de déclaration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet